

Les Faits marquants du Congrès mondial de la nature de l'IUCN: Lundi 6 septembre 2021

Au cours de la quatrième journée du Congrès mondial de la nature de l'IUCN, le Forum a poursuivi ses travaux avec un programme chargé rempli de sessions thématiques, de dialogues de haut niveau et de sommets de haut niveau.

Les temps forts de la journée comprenaient:

- Un dialogue de haut niveau axé sur la nécessité d'une approche «Une seule santé», soulignée par l'émergence de la COVID-19;
- Un voyage temporel imaginaire dans le futur dans le but de concevoir les mesures de conservation nécessaires pour inverser la tendance et arrêter la dégradation de l'environnement; et
- Une session sur l'agriculture et la conservation, mettant en exergue la nécessité de briser les silos et d'impliquer plusieurs secteurs dans les efforts de durabilité.

Dans la perspective de 2029: Que devons-nous faire maintenant, en 2021, pour répondre avec succès à l'urgence de la nature d'ici 2050?

Jane Smart, UICN, a modéré la session. Le directeur général de l'IUCN, Bruno Oberle, a souligné la nécessité de lutter de toute urgence contre la surexploitation des ressources et de réinvestir dans la nature. Carlos Manuel Rodriguez, président-directeur général du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a souligné que la société doit éliminer les silos institutionnels existant au sein des gouvernements afin de traiter la gestion des ressources naturelles d'ici 2029.

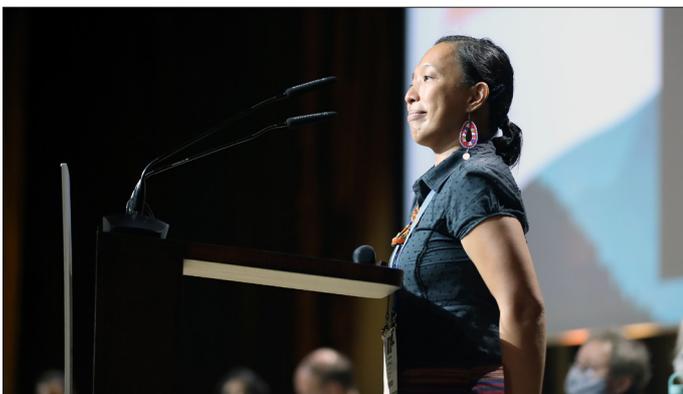
Basile van Havre, coprésident du groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur le cadre mondial de la biodiversité (CMB) pour l'après 2020, a déclaré que les travaux du GTCNL ont été couronnés de succès, avec des niveaux élevés de préparation et de participation. Dans la perspective de 2029, Maruma Mrema, Secrétaire exécutif de la CDB, a déclaré qu'il devrait y avoir une brèche visible dans la perte de biodiversité, ajoutant que toutes les conventions mondiales liées à la biodiversité et autres devraient travailler ensemble

vers cet objectif commun. Marco Lambertini, directeur général de WWF International, a déclaré qu'avoir un objectif clair de gain de biodiversité positif net d'ici 2030 contribuera à la réalisation du CMB pour l'après 2020. Guy Dubonnet, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a réitéré le renforcement du lien entre la culture et la nature, ajoutant que les aires protégées font partie d'une identité humaine commune. Rita El Zaghoul et Adele Fardoux, des Pays de la coalition à haute ambition, ont exprimé l'espoir de voir les formulations portant sur les peuples autochtones et les communautés locales (PACL) et la gestion des aires protégées être renforcées.

Carla Manjate Rombe, UICN, a déclaré que les femmes sont des agents puissants pour s'engager dans la conservation de la biodiversité, mais que les obstacles posés à leur participation doivent être supprimés. Melina Sakiyama, Global Youth Biodiversity Network, a résumé la vision des jeunes pour l'avenir comme «voulant vivre une vie dans la dignité où nous ne blessons ni n'oppressons les autres cultures, les êtres humains et la nature».

Jennifer Tauli Corpuz, Nia Tero, a déclaré que le CMB devrait viser à être un cadre politique solide permettant aux PACL de continuer à vivre en harmonie avec la nature, tout en veillant à ce que leurs droits ne soient point aliénés. Christina Voigt, Université d'Oslo, a déclaré que le CMB doit être lié aux obligations légales des parties en vertu de la CDB. Tom Brooks, UICN, a souligné l'importance de mesures permettant aux parties prenantes de comprendre leurs contributions à la réalisation des objectifs mondiaux pour la nature.

David Cooper, Secrétaire exécutif adjoint de la CDB, a déclaré que le CMB doit être cohérent, apte à réaliser la vision des parties et à impliquer tous les acteurs, en particulier les PACL. Amy Fraenkel, Secrétaire exécutive de la Convention sur les espèces migratrices (CMS), a présenté une vision possible de l'avenir, qui envisage d'intégrer la biodiversité dans toutes les facettes gouvernementales. Martha Rojas Urrego, Secrétaire exécutive de la Convention de Ramsar, a déclaré que la conservation et le développement durable doivent être équitables et intégrés dans les principes et les droits du CMB.



Jennifer Tauli Corpuz, Nia Tero



Christina Voigt, Université d'Oslo



Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, France

Le 'One Planet Summit' est au service de la biodiversité

La session s'est ouverte par la projection d'une courte vidéo. Modérant la session, Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, France, a planté le décor, expliquant que le 'One Planet Summit' comprend un certain nombre de coalitions et a obtenu des résultats tangibles en apportant une réelle valeur sur le terrain.

Par message vidéo, Mari Pangestu, Banque mondiale, a souligné l'engagement de la Banque mondiale à cesser de financer des projets pétroliers et gaziers, et un plan d'action pour aligner tous les financements sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Soulignant que « nous vivons maintenant avec les conséquences d'une planète détruite par une espèce », Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a noté que le CMB est le dernier plan pour protéger la biodiversité. Elle a appelé à un « ascenseur pour l'ensemble de la société » et à une coopération mondiale permettant de galvaniser l'action.

Trois tables rondes ont suivi. La première portait sur la mobilisation des acteurs publics pour la nature et la biodiversité et comprenait Jeanne d'Arc Mujawamariya, ministre de l'Environnement du Rwanda; Rémy Rioux, directeur général, Agence française de développement (Afd); Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD); et Gregorio Mirabal, Organe de coordination des peuples autochtones du bassin de l'Amazone (COICA). Les discussions y ont porté sur: l'objectif 30 par 30 de la High Ambition Coalition; le rôle des banques publiques en tant que « pollinisateurs » du système financier; la lenteur des progrès sous la Muraille verte pour le Sahara et le Sahel; et la nécessité d'impliquer les peuples autochtones dans le 'One Planet Summit' et de soutenir la conservation de la biodiversité.

Akanksha Khatri, Forum économique mondial, a animé le groupe de discussion sur la transformation des chaînes de valeur vers une économie respectueuse de la nature.

Yves Blouin, One Planet Business for Biodiversity, a parlé du développement de l'agriculture régénérative avec les agriculteurs locaux. Ulrike Decoene, AXA, a souligné le rapport « Into the Wild » sur l'intégration de la nature dans les stratégies d'investissement. Hervé Gastinel, PDG de la Compagnie du Ponant, a rappelé la 'Charte Actions Durables' pour un Transport maritime innovant et à faible impact, qui accompagne les compagnies maritimes dans l'adoption de technologies durables.

Carlos Manuel Rodriguez, PDG du FEM a animé le groupe de discussion sur l'innovation dans le financement de la conservation et de la restauration des écosystèmes. Yannick Glemarec, directeur exécutif du Fonds vert pour le climat (CMF), a souligné la nature indépendante du capital et des



Christof Kutscher, HSBC Pollinisation, et Philippe Zaouati, PDG de Mirova

partenaires des projets du CMB, qui facilite divers projets avec un large éventail d'institutions. Benigno López Benítez, Banque interaméricaine de développement, a souligné le rôle de l'inclusion de la nature dans les projets de récupération post-COVID-19 en augmentant la chaîne de valeur des biens. Ornella Çuçi, vice-ministre albanaise du tourisme et de l'environnement, a souligné la nécessité d'aider les petits pays à faible budget à soutenir les entreprises durables.

Philippe Zaouati, PDG de Mirova, a souligné l'importance de l'implication des parties prenantes dans les solutions climatiques. Christof Kutscher, HSBC Pollinisation, a souligné la nécessité d'investir dans la nature et le capital naturel en multipliant les opportunités d'investissement.

Clôture de la session, Bérangère Abba, Secrétaire d'État à la Biodiversité, France, a appelé les participants à aller plus loin et plus vite, à consolider les résultats et à rester vigilants.

Arrêter la marée: Les bonnes pratiques et solutions pour lutter contre les espèces exotiques envahissantes marines

Amelia Curd, Institut national français des sciences océaniques, Emmanuelle Sarat, UICN, et Johann Soubeyran, UICN, ont modéré la session. Piero Genovesi, Président de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN, a introduit la session, soulignant l'augmentation continue des espèces exotiques envahissantes (EEE) dans toutes les régions et tous les environnements. Il a souligné que la gestion des voies d'arrivée de ces espèces est cruciale, car la gestion des EEE marines une fois qu'elles sont arrivées est difficile.

Teo Karayannis, Organisation maritime internationale (OMI), a déclaré que le travail de l'OMI sur les EEE est entièrement axé sur la prévention. Il a donné un aperçu des mesures mondiales existantes pour la gestion de deux principaux vecteurs liés à la navigation, les eaux de ballast et l'encrassement biologique, mettant en exergue la Convention sur la gestion des eaux de ballast et les Directives sur l'encrassement biologique.

Dan Reading, World Sailing, s'est concentré sur la voie de la navigation de plaisance pour les EEE marines. Il a parlé du projet de partenariat GloFouling, une initiative conjointe du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)-FEM-OMI, qui vise à promouvoir la mise en œuvre des directives de l'OMI sur l'encrassement biologique et, à terme, à minimiser le transfert d'EEE par le transport maritime, y compris les bateaux de plaisance.

Les participants ont ensuite voté sur les actions prioritaires pour relever les défis, les deux premières étant: la mise en œuvre de mesures de performance; et l'identification des inadéquations entre la recherche et la gestion des EEE pour améliorer la gestion des espèces.



Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères

Maria del Mar Otero, UICN, a partagé des initiatives menées en Méditerranée. Elle a indiqué qu'il s'agissait de la mer la plus envahie au monde et a décrit l'initiative des aires marines protégées (AMP), qui surveille les EEE au sein du réseau méditerranéen d'AMP, dispose d'une liste noire d'EEE et organise des ateliers de renforcement des capacités et de science citoyenne. Elle a énuméré des plans transnationaux comme formant un programme d'action stratégique pour la CDB en Méditerranée, avec des objectifs spécifiques pour les ports et les AMP; la coopération régionale en matière de gestion des pêches; et le cadre stratégique pour le milieu marin de l'UE. Elle a souligné les défis, notamment l'insuffisance des AMP pour protéger la biodiversité, et des opportunités telles que l'amélioration des mesures d'atténuation et l'augmentation des actions concertées.

Nicolas Maslach, Réserve Naturelle Nationale de Saint-Martin, a présenté une étude de cas de Saint-Martin. Il a décrit la façon dont le poisson-lion et les herbiers tropicaux ont déstabilisé l'équilibre écologique et économique des écosystèmes côtiers fragiles des Caraïbes, qui abritent plus de 2 140 espèces, et ont affecté les services éco-systémiques fournis par les récifs coralliens. Pour lutter contre l'invasion, il a souligné l'importance d'identifier et de prouver leurs causes et d'élaborer des règles pour gérer les vecteurs d'invasion.

Les participants ont ensuite voté sur les principales priorités, accordant la priorité à la coopération inter-régionale, au financement et au renforcement des capacités. Genovesi a conclu en soulignant la nécessité d'une coopération multipartite et l'octroi d'une priorité aux îles qui sont particulièrement vulnérables à l'invasion.

BRIDGE - Dix ans de mise en œuvre de la gestion des eaux transfrontalières: les principaux enseignements et les voies à suivre

Cette session, modérée par Maria Carreño Lindelien, UICN, s'est concentrée sur le programme Building River Dialogue and Governance (BRIDGE), qui, depuis 2011, travaille sur la gouvernance, la coopération et la gestion de l'eau dans les rivières et les lacs transfrontaliers du monde entier.

Claire Warmenbol, UICN, a ouvert la session, donnant un aperçu de BRIDGE.

Diego Jara, UICN, a souligné les réussites dans le monde grâce à la promotion du dialogue à travers les organisations de bassin fluvial, et a également mis l'accent sur les défis socio-économiques et politiques. Il a souligné que le changement climatique et la pollution plastique rendent la gouvernance des eaux transfrontalières plus complexe, élevant l'importance de BRIDGE.

Tariro Davison Saruchera, UICN, s'est concentré sur la coopération dans les bassins de Buzi, Pungwe et Save, trois

bassins hydrographiques transfrontaliers, collectivement connus sous le nom de BUPUSA, partagés par le Mozambique et le Zimbabwe. Il a décrit le parcours de BRIDGE et a parlé d'un projet du FEM sur la gestion des utilisations concurrentes de l'eau et des écosystèmes associés à BUPUSA.

Raphael Glemet, UICN, s'est concentré sur la coopération transfrontalière dans le fleuve Mékong en Asie du Sud-Est, partagée entre six pays. Il a déclaré que la première phase impliquait le partage des connaissances et le renforcement des capacités, tandis que les phases suivantes ont opérationnalisé la coopération au niveau du site. Il s'est ensuite concentré sur l'énergie, décrivant la voie à suivre pour remplacer l'hydro-électricité par d'autres énergies renouvelables.

Par message vidéo, Claudia Bastante, ministère des Affaires étrangères, Pérou, et Segundo Guaiñas, Centre de soutien à la gestion rurale de l'eau potable, Équateur, ont partagé les idées de la Commission binationale pour la gestion intégrée des ressources en eau dans les bassins transfrontaliers équatoriens-péruviens.

Armel Mevutan, UICN, a présenté les activités en Afrique centrale et occidentale, décrivant les causes des conflits liés aux eaux transfrontalières. Il a souligné les résultats encourageants de l'Union du fleuve Mano, notant la création de plates-formes nationales et transfrontalières de coopération au Libéria, en Sierra Leone, en Guinée et en Côte d'Ivoire ainsi que sur le fleuve Logone, l'épine dorsale du bassin du lac Tchad.

Maria Ana Borges, UICN, a parlé de la durabilité financière pour la coopération transfrontalière. Elle a souligné qu'«il n'y a pas d'approche unique» sur la viabilité financière, qui englobe un financement suffisant, le niveau d'autofinancement, la fiabilité des contributions fixes et la résilience financière. Elle a parlé des options de financement prioritaires, des étapes de coopération et des principales catégories de coûts, et s'est concentrée sur la nécessité de diversifier les sources de financement.

En guise de conclusion, James Dalton, UICN, a souligné que la signature d'un accord ne conduit pas nécessairement à la coopération technique et à la mobilisation de la gouvernance. Il a indiqué que les impacts du changement climatique augmentent le besoin de partager des données et permettent d'améliorer les prévisions, tout en générant des investissements résultant de l'attention politique. Avertissant que «nous perdons de l'eau trois fois plus vite que les forêts», il a appelé à une meilleure compréhension du rôle des systèmes d'eau douce pour l'économie.

Une seule Terre – Une seule Santé: Comment pourrions-nous atténuer les futures pandémies?

William Karesh, EcoHealth Alliance, a modéré la session en trois parties sur les facteurs, les solutions et le rôle de l'UICN. Il a déclaré que la perte de biodiversité et les changements dans l'utilisation des terres, la production alimentaire et l'agriculture conduiront indirectement à l'émergence de maladies.

Soulignant l'approche «Une seule santé» comme essentielle pour prévenir de futures pandémies, Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, a souligné que «les humains ne peuvent pas vivre une vie saine sur une planète insalubre».

Concernant les facteurs, David Nabarro, 4SD, a souligné qu'à mesure que de nouveaux virus émergent, leur capacité à bouleverser l'ordre social est énorme. Il a ajouté que la COVID-19 est là pour rester et que son impact sur l'humanité est «absolument inéquitable» et doit être traité pour les décennies à venir.

Jon Paul Rodriguez, CSE de l'UICN, a fait observer qu'environ 43% des maladies infectieuses émergentes sont d'origine sauvage et a souligné l'importance de les identifier.

Concernant les solutions pour prévenir et atténuer les impacts des futures pandémies, Karesh a expliqué l'importance de la réduction des risques et de la prévention

quant à la réponse éclairée par les cadres de gouvernance des catastrophes.

Ingrid-Gabriela Hoven, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), a partagé les initiatives allemandes autour de 'One Health' pour améliorer l'expertise et générer des actions sur le terrain, notamment en créant des alliances entre les professionnels de la santé environnementale, animale et humaine; en renforçant la réglementation; et en renforçant les travaux sur les interfaces environnement-animal et environnement-humain.

Chadia Wannous, Organisation mondiale de la santé animale (OIE), a souligné trois priorités pour prévenir de futures pandémies: renforcer les capacités vétérinaires pour détecter et gérer les maladies infectieuses à l'intersection de l'environnement, de la santé humaine et animale; réduire les risques du commerce d'animaux domestiques et sauvages; et améliorer le partage de l'information et de la recherche.

Nabarro a appelé à un leadership significatif qui facilite la collaboration interprofessionnelle. Rodriguez a plaidé en faveur d'une autorité mondiale de la santé de la faune qui pourrait enquêter sur les liens entre la zoonose, l'agriculture et la faune.

La discussion a porté sur le rôle du leadership pour éviter les conséquences zoonotiques à l'avenir, Nabarro déclarant qu'il est possible d'intensifier les systèmes pour minimiser les risques et prévenir les débordements. Wannous a déclaré que son organisation visait à aider les pays au niveau national à créer des plates-formes pour 'une seule santé', conscientes des disparités régionales. Hoven a souligné la nécessité d'investir davantage dans le renforcement des capacités et des institutions. Elle a affirmé que la sensibilisation est essentielle pour informer le public de ce qui doit être fait pour rendre l'avenir plus sûr pour tous.

S'agissant des mesures que le 'One Programme' de l'UICN peut prendre, Rodriguez a déclaré que les ressources doivent être optimisées pour éviter les approches fragmentées et le double emploi. Radhika Murti, UICN, a décrit les progrès réalisés par le Programme, mettant en exergue le lancement d'un groupe de travail d'experts avec l'Organisation mondiale de la santé, entre autres, pour trouver des solutions véritablement intégrées pour 'une seule santé'.

Agriculture et santé des terres: Le terrain d'entente entre l'agriculture et la conservation

Cette session a été modérée par Asha Sumpth, journaliste. Le directeur général de l'UICN, Bruno Oberle, a souligné les preuves scientifiques des pratiques agricoles qui peuvent aider à atteindre la sécurité alimentaire tout en préservant la nature et en réintégrant le capital naturel. Carlos Andrés Alvarado Quesada, président du Costa Rica, par message vidéo, a souligné que la restauration des terres est la solution pour une restauration juste et durable des écosystèmes. Il a déclaré que les agriculteurs familiaux sont souvent négligés dans la



Directeur général de l'UICN **Bruno Oberle**

formulation des politiques publiques et dans l'accès au crédit et aux nouvelles technologies.

Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture, France, via message vidéo, a déclaré que la transition vers la conservation de la biodiversité et la résilience climatique ne doit pas réduire le nombre de cultures en Europe, juste pour les remplacer par des produits importés qui ne respectent pas les mêmes normes. L'ambassadeur Giorgio Marrapodi, ministère italien des Affaires étrangères, par message vidéo, a déclaré que la collaboration avec les pays en développement partenaires pour atteindre la sécurité alimentaire tout en maintenant le capital naturel est une priorité de longue date de la coopération italienne.

Dongyu Qu, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné la nécessité de protéger les droits des PACL en tant que gardiens de la biodiversité sur leurs territoires. Stewart Maginnis, UICN, a déclaré que l'agriculture gérée de manière durable peut apporter une contribution majeure à la conservation de la biodiversité, notant que les objectifs du CMB devraient inclure des approches agro-écologiques.

Au cours de la table ronde, Stéphane Le Foll, ancien ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, a déclaré que les pratiques agricoles modernes peuvent protéger les sols et contribuer à la protection de la biodiversité, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Luc Gnacadja, Gouvernance et politiques de développement durable, a noté que l'élimination des subventions agricoles et des politiques nuisibles à la biodiversité peut libérer des financements. Il a ajouté que les gouvernements devraient subventionner les pratiques durables et soutenir les programmes de partage des connaissances entre agriculteurs.

Alice Ruhweza, WWF International, a déclaré que la société a besoin de nouvelles approches paysagères qui prennent en compte d'autres besoins tels que les moyens de subsistance, l'eau potable et l'accès au financement. Elle a ajouté que nous devons exploiter davantage les savoirs des agriculteurs, y compris les pratiques traditionnelles durables. Donald Moore, Global Dairy Platform, a mis en exergue les bonnes pratiques de l'agriculture durable et le Dairy Sustainability Framework, qui surveille et suit les mesures de durabilité. Thierry de L'Escaille, secrétaire général de l'Organisation européenne des propriétaires fonciers, a déclaré que «la biodiversité est une culture», et que ce message peut encourager les agriculteurs à soutenir les pratiques agricoles durables.

Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO, a présenté des observations finales, rappelant aux participants au Congrès qu'ils devraient se concentrer sur la restauration des zones naturelles et productives et pas seulement des zones protégées, tout en prenant en considération les moyens de subsistance.



Ingrid-Gabriela Hoven, GIZ